

LA LETTRE



Janvier 2006

MEILLEURS VŒUX POUR L'ANNÉE 2006

Sommaire

Editorial	p.1
Colloque	p.2
Pôle Amérique latine	p.3
Pôle Méditerranée	p.4-5
Pôle PECO	p.6-7
Infos	p.8
Agenda	p.9

EDITORIAL

Cette fin d'année, a été marquée par des incidents que l'on connaît dans nos banlieues. Je ne m'attarderai pas sur les raisons complexes de cette crise, mais nous pouvons réfléchir aux liens à renforcer entre une politique locale de la jeunesse et l'action extérieure des collectivités.

Même dans un contexte difficile, l'expérience de certaines collectivités a démontré que les actions de solidarité internationale sont un moyen pour aider les jeunes à se construire et à mobiliser positivement leur énergie à travers des actes salutaires.

Bien -sûr, la coopération décentralisée ne s'improvise pas et requiert des compétences et des savoir-faire spécifiques. Y joindre l'encadrement des jeunes en difficulté amplifie la complexité de l'action.

Cependant, force est de constater que tous ces jeunes qui ont participé à des chantiers de solidarité, à des échanges de jeunes ou à d'autres types d'actions, reviennent toujours différents. De telles expériences sont le plus souvent d'une extrême richesse sociale, éducative et culturelle. En les faisant réfléchir sur leurs propres parcours, elles favorisent une prise de recul par rapport à leur situation personnelle et déclenchent des changements d'attitude que seules de rares expériences sont en mesure d'offrir. Des études réalisées par les villes de Paris et de Romans-sur-Isère aboutissent à de telles conclusions.

Ainsi, on ne peut que se réjouir du nombre de dispositifs existant dans les collectivités locales, pour impliquer les jeunes dans des actions de solidarité internationale. Ils facilitent la mobilité et l'ouverture des jeunes au monde. Il reste toutefois beaucoup à faire pour promouvoir la place des jeunes en tant qu'acteurs de la coopération décentralisée. Nous aurions tort de négliger leur apport pour dynamiser les échanges avec nos partenaires étrangers. C'est pourquoi, il convient d'encourager les liens entre l'action internationale et la politique jeunesse des collectivités. Le partenariat conclu avec le ministère de la Jeunesse, des sports et de la vie associative participe à cet engagement.

Je voudrais, enfin, adresser mes vœux à vous tous qui travaillez avec passion et compétence à la construction de liens durables avec les partenaires étrangers.

Charles Josselin

Colloque CUF - CRIS

A l'occasion de ses 30 ans, Cités Unies France (CUF), et le Centre de Recherches Internationales de la Sorbonne (CRIS) ont décidé d'organiser à la Sorbonne, les 27 et 28 avril 2006, un colloque scientifique sur le thème suivant :

“ La coopération décentralisée change-t-elle de sens ? ”

APPEL A CONTRIBUTION

Plus de dix ans après la loi de 1992 officialisant la possibilité pour les collectivités locales françaises de développer des coopérations avec des collectivités étrangères; plus de cinquante ans après les débuts de la coopération décentralisée, le moment est venu de se poser la question de sa nature et de son sens.

Ce colloque a pour objectif de faire le point sur ces interrogations.

L'action internationale ne relève pas des compétences habituelles des collectivités territoriales. Il s'agit plutôt d'une pratique qui s'est imposée face à un attribut de la souveraineté de l'Etat et consacrée tardivement par la loi. Cette loi, qui interdisait toute convention entre collectivités locales et Etat, connaît des assouplissements concernant le transfrontalier et les DOM-TOM.

Une telle conquête ne peut s'expliquer sans de fortes motivations universalistes et politiques.

L'histoire de la coopération décentralisée a été écrite par des élus ou des associations, sûrs de leur cause. Elle est d'abord le reflet de l'histoire de l'après-guerre : constitution du camp occidental face à l'Est, guerre froide, mouvement de la paix, décolonisation, tiers-mondisme...

Aujourd'hui, elle accompagne la mondialisation et elle invente de nouvelles formes d'aide : centime sur l'eau, achats éthiques...

Dans les autres pays européens, l'action internationale des collectivités locales, quand elle existe, s'est, elle aussi construite au gré de conjonctures historiques précises.

Les coopérations décentralisées ont mis en oeuvre un ensemble de pratiques et de conceptions qui ont modifié, dans une certaine mesure, les imaginaires politiques, les manières de décider. De nouvelles formes juridiques, l'apparition d'une "diplomatie des villes" multilatérale, la place croissante des grands bailleurs de fonds modifient aujourd'hui la pratique de la coopération décentralisée. En ont-elles changé le sens ?

Ce nouveau paradigme des relations internationales n'a pas encore trouvé, dans le milieu universitaire et dans celui de la recherche, l'écho qu'il mérite.

Nous proposons cet appel à contributions pour faire émerger les recherches en cours mais aussi de nouvelles pistes de réflexion.

Merci de renvoyer vos propositions de contribution à Mademoiselle Hélène Migot
(h.migot@cites-unies-france.org) avant le 18 janvier 2006.



Réunion plénière du groupe Amérique Latine & Caraïbes

La réunion plénière du groupe Amérique Latine & Caraïbes s'est tenue le mardi 22 novembre 2005, à Cites Unies France. Animée par Monsieur **Michel Marjolet**, président du groupe et , et en présence de **Monsieur Jean-Marc Laforet**, **Directeur Adjoint des Amériques et des Caraïbes** et de **Monsieur Antoine Joly**, **Délégué à l'Action Extérieure des collectivités locales du ministère des Affaires étrangères**.

Une des principales conclusions de cette réunion concerne la réalisation des **premières rencontres de la coopération décentralisée/fédérale franco-brésilienne** :

- La candidature de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) a été retenue pour accueillir les rencontres.
- **Les rencontres auront lieu les 19, 20 et 21 avril 2006 à Marseille**
- un nouveau comité de pilotage dont la présidence est assuré par la Région PACA a été créé. Il est composé de représentants du ministère des Affaires étrangères, du ministère de l'agriculture, de Cites Unies France, de la Fédération des parcs naturels régionaux, des universités, des collectivités locales et de leurs associations.

Le compte-rendu de la réunion a été diffusé par courrier électronique à l'ensemble des collectivités membres du groupe Amérique Latine. Il est également sur notre site.

Partenariat de Cites Unies France avec l'observatoire de la coopération décentralisée locale Union Européenne -Amérique latine

Un travail de collaboration s'est mis en place entre le Pôle Amérique Latine et l'observatoire dont le siège est à Barcelone (cf. Lettre de novembre 2005). En effet, Cites Unies France a participé à l'animation du séminaire de formation organisé par l'observatoire « Réussir la coopération décentralisée entre gouvernements locaux européens et latino -américains » qui s'est tenu à Lyon les 23 et 24 novembre 2005.

Cites Unies France, a également participé à une réunion de travail le 2 décembre 2005, à Barcelone, entre organismes de France, d'Italie et d'Espagne, spécialisés dans l'accompagnement des collectivités locales dans leurs actions internationales. Un des objectifs de la réunion était de partager les différents moyens d'obtention des informations qui seraient nécessaires pour évaluer et caractériser la coopération décentralisée entre l'Union Européenne et l'Amérique latine.

Contact : Felicia Medina, Chargée de mission

f.medina@cite-unies-france.org



NOUVEAUTÉ : Publication du pôle Méditerranée



Actes des deuxièmes Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivités territoriales, les 11 et 12 octobre 2004 à Paris

« Alger 1999, Paris 2004. Il y a cinq ans, se tenaient à Alger les premières Assises de la coopération décentralisée algéro-française, les premières "Rencontres algéro-françaises des maires". L'Algérie sortait à peine des "années noires" qui avaient failli l'engloutir. Et le premier signe de ce retour au calme avait été le scrutin municipal de 1997, deuxièmes élections communales pluripartisanes de l'Algérie indépendante ». (...)

« Reprenant le modèle de 1999, ces deuxièmes "Rencontres franco-algériennes des maires" se sont tenues à Paris d'abord, les 11 et 12 octobre 2004 puis en régions les 13 et 14 octobre. C'est la partie parisienne de ces rencontres que retracent ces Actes. Chacun pourra y retrouver la grande richesse de ces débats. On y retrouvera aussi les conclusions très pratiques qui en ont été tirées pour que la coopération des collectivités prenne un nouvel élan., au cœur même des relations « exceptionnelles » entre ces deux pays, prochainement concrétisées par le traité d'amitié en cours de négociation entre la France et l'Algérie »

Pour commander cette publication, prendre contact avec Linda Naili (l.naili@cites-unies-france.org) ou renvoyer le bon de commande des publications de Cités Unies France, téléchargeable sur notre site Internet, par fax au 01 53 41 81 41 ou par courrier à Cités Unies France / 9, rue Christiani / 75018 Paris

Réunion du Groupe pays Maroc, le mardi 29 novembre 2005, à Cités Unies France

La réunion du groupe pays Maroc s'est tenue à Cités unies France le mardi 29 novembre et a rassemblé plus d'une vingtaine de collectivités. Présidée par M. Jacques ROCCA SERRA, Maire adjoint de Marseille et en présence de M. BAKALI et DRAISS du Ministère de l'Intérieur Marocain, de M. POISSONNIER, du Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France au Maroc et de M. Jean-Pierre FARJON, la réunion a permis d'aborder plusieurs points forts de l'actualité de la coopération franco-marocaine.

La réunion s'est ouverte sur l'annonce, à l'occasion de la commémoration des 10 ans du processus de Barcelone, de la création d'une Commission Méditerranée de CGLU (Cités et gouvernements locaux unies) et d'un forum régional des pouvoirs locaux méditerranéens.

L'accent a ensuite été porté d'une part sur l'organisation du forum civil franco-marocain de la société civile des 27 et 28 janvier 2006 à Skhirat et sur le lancement du Fonds de Solidarité (FSP) sur le processus de Décentralisation marocain (PAD Maroc).

Enfin, deux projets de l'association « Immigration démocratie développement » portant sur la construction d'un centre socio-culturel en faveur des femmes et la construction de logements parasismiques dans la région d'El Hoceïma ont été retenus pour être financés par le Fonds de solidarité des collectivités françaises.